

Index AI : PRE01/431/2013
23 August 2013

Égypte. Après leur réaction irréfléchie lors de manifestations violentes, les forces de sécurité doivent faire preuve de retenue

L'homicide d'au moins 1 089 personnes au cours de la semaine écoulée souligne à quel point il est urgent que les forces égyptiennes de sécurité respectent les normes internationales sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu, a déclaré Amnesty International.

Épisode le plus sanglant depuis que les sit-ins pro-Morsi ont été dispersés, 97 personnes ont été tuées au Caire le 16 août lorsque les actions de protestation de partisans du président déchu Mohamed Morsi ont rapidement basculé dans la violence après avoir convergé vers la place Ramsès. Un enfant âgé de sept ans tout au plus et plusieurs adolescents faisaient partie des personnes tuées ou blessées.

« Les forces de sécurité ne sont pas parvenues à prendre le contrôle de la situation ni à réagir d'une manière mesurée et responsable aux violences dirigées contre elles, alors qu'elles doivent s'efforcer de limiter les pertes humaines. De nombreux passants ont également perdu la vie », a indiqué Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« La présence d'individus armés parmi les manifestants n'autorise pas les forces de sécurité à tirer au hasard. Les autorités égyptiennes doivent clairement faire passer le message qu'un recours imprudent à la force et aux armes à feu ne sera pas toléré. Les forces de sécurité doivent protéger tous les Égyptiens de la violence, quelles que soient les affiliations politiques de ceux-ci.

« Quant aux manifestants qui utilisent des armes à feu, ils ne sont pas au-dessus des lois. Toute personne responsable d'un homicide doit être traduite en justice. »

Des éléments recueillis par Amnesty International indiquent que certains sympathisants de Mohamed Morsi étaient lourdement armés et ont tiré à balles réelles sur des policiers et des résidents locaux qui s'étaient rangés au côté des forces de sécurité. Des passants et des manifestants non violents ont cependant également perdu la vie dans le chaos qui s'en est suivi.

Les partisans de Mohamed Morsi soupçonnés d'avoir utilisé des balles réelles ou d'avoir commis d'autres actes de violence doivent être uniquement inculpés d'infractions prévues par le droit international, et traduits en justice devant des tribunaux pour civils dans le cadre de procédures équitables.

Amnesty International demande qu'une enquête impartiale et indépendante soit menée dans les meilleurs délais sur ces violences. Les délégués de l'organisation se sont rendus dans plusieurs hôpitaux, notamment à l'hôpital de la police à Agouza, ainsi qu'à la morgue et au poste de police d'Azbakiya afin de s'entretenir avec des manifestants blessés, des membres des forces de sécurité et des résidents locaux, et de recueillir des éléments de preuve.

C'est près de la place Ramsès, épicentre des derniers affrontements, qu'il y a eu le plus de victimes. Des violences ont également éclaté à Ghamra, Shubra et Guizeh, dans l'agglomération du Caire.

Plusieurs défilés pro-Morsi essayant de rejoindre la principale manifestation sur la place Ramsès le 16 août ont dégénéré en affrontements violents entre manifestants et résidents locaux, qui voulaient empêcher les cortèges de traverser leurs quartiers. Des sympathisants de Mohamed Morsi, des résidents locaux et des membres des forces de sécurité figurent parmi les victimes.

Les délégués d'Amnesty International ont également vu un enfant âgé entre sept et 10 ans transporté d'urgence à l'hôpital de Bula al Dakrou pour une blessure par balle. Il est mort cinq minutes plus tard.

Parmi les personnes prises au piège dans les affrontements figurait un manifestant pro-Morsi de 21 ans blessé par balle à la jambe alors qu'il essayait de secourir les blessés. Il a déclaré aux délégués de l'organisation : « Je suis parti [...] à moto porter secours aux manifestants blessés, comme les ambulances étaient bloquées, quand j'ai pris une balle dans la jambe [...] partout autour de moi il y avait des manifestants blessés et du feu. »

Un manifestant a dit à l'organisation que sa cousine de 18 ans, manifestante pro-Morsi, avait reçu une balle dans la jambe vers 14 h 30 alors qu'elle se tenait à l'angle de la place Ramsès, non loin du poste de police.

Au moins trois résidents locaux sont morts quand des partisans de Mohamed Morsi ont ouvert le feu depuis le Pont du 15 mai sur le quartier de Bula abu Al Ila, en contrebas. Yasser Mohamed, 19 ans, était l'un d'entre eux. Selon des témoins, il se trouvait dans une petite rue près de chez lui, à proximité de la rue du 26 juillet, quand il a été tué d'une balle dans la tête vers 13 heures.

Mohamed Moawad, dont le frère de 28 ans, Hany, a également été blessé sous le Pont du 15 mai, a déclaré : « Mon frère était dans la rue du 26 juillet, il essayait de résister aux manifestants [...] les tirs se sont intensifiés et les résidents ont commencé à s'échapper. Il a été atteint au torse. Le gars qui l'a sauvé et l'a transporté sur sa moto a pris une balle dans la tête. »

Des affrontements féroces se sont poursuivis pendant des heures aux alentours du poste de police d'Azbakiya, où des rixes entre partisans de Mohamed Morsi et résidents locaux ont dégénéré en batailles armées entre les manifestants et les forces de sécurité, qui étaient soutenues par les résidents locaux. Le bâtiment est désormais criblé de balles. On compte des blessés des deux côtés ; leurs lésions ont surtout été causées par des balles.

Le général de brigade Imad Fawzi, chef du poste de police, a déclaré à Amnesty International que deux membres subalternes des forces de sécurité étaient morts. Trente autres ont été blessés lors de ces violences.

Les échauffourées ayant éclaté peu après la prière du vendredi près de la mosquée al Fath se sont intensifiées une fois qu'un cortège pro-Morsi souhaitant rejoindre la principale manifestation sur la place Ramsès est arrivé sur le Pont du 6 octobre. Certains partisans de Mohamed Morsi se sont retrouvés plaqués au sol tandis que des tirs fusaient des deux côtés. Des balles ont été tirées depuis le quartier de Bula abu Al Ila, lieu d'affrontements avec les résidents locaux, ainsi que depuis le poste de police d'Azbakia et le Pont du 6 octobre – ce qui a amené un certain nombre de manifestants pris au piège à sauter du pont.

Adel El Mahrouky, un journaliste local, a décrit la scène : « Des manifestants qui se trouvaient encore sur le pont ont paniqué et se sont repliés. Certains d'entre eux sont descendus du pont en s'accrochant aux arbres. »

Selon des responsables des forces de sécurité et d'autres témoins indépendants, des hommes armés ont ouvert le feu sur le poste de police alors qu'ils se trouvaient parmi la foule de manifestants pro-Morsi. D'autres ont tiré en direction du poste de police depuis les toits d'immeubles environnants, notamment l'hôpital Hilal al Ahmar et le grand magasin Tawhid wa al Nour.

Lorsque Amnesty International a demandé comment les représentants des forces de sécurité faisaient la différence entre des manifestants armés et ceux qui ne représentaient pas de menace pour leur vie, un haut gradé blessé, présent au poste de police d'Azbakiya, a répondu :

« Les groupes armés se cachent parmi les manifestants non armés. Nous essayions des tirs de tous les côtés ; comment sommes-nous censés faire la différence entre les deux ? Faut-il attendre que nos munitions soient épuisées, quitte à se faire massacrer comme à Kerdassa, Hilwan et Doumiat [en référence à des postes de police attaqués quelques jours plus tôt] ? »

« Les forces de sécurité doivent adopter une stratégie conforme aux normes internationales, qui leur permette de prendre le contrôle d'une situation sans que cela finisse en bain de sang », a poursuivi Hassiba Hadj Saharaoui.

« Les homicides illégaux et le recours à une force excessive attribués aux forces de sécurité doivent immédiatement donner lieu à une enquête. Sans obligation de rendre des comptes, les effusions de sang en Égypte vont continuer. »

Complément d'information

Bilan mortel

Au moins 483 personnes – dont neuf membres des forces de sécurité – sont mortes au Caire quand les autorités ont dispersé des sit-ins pro-Morsi le 14 août. La principale morgue de la capitale, à Zeinhum, a effectué 288 autopsies sur les corps de personnes tuées lorsque le sit-in de Rabaa al Adawiya a été dispersé. Sept de ces personnes appartenaient aux forces de sécurité. Quelque 173 autres corps, entreposés à la mosquée Imam, convertie en morgue improvisée, ont été examinés séparément par des représentants du ministère de la Santé.

Selon les sources officielles, 22 autres personnes – dont deux membres des forces de sécurité – sont mortes lorsque le sit-in de Nahda a été évacué le 14 août.

Entre le 14 et le 18 août, 252 personnes supplémentaires – parmi lesquelles 20 membres des forces de sécurité – ont perdu la vie dans l'agglomération du Caire. Dix-sept d'entre elles ont été tuées lorsque le poste de police de Kerdassa a été attaqué, notamment au lance-roquette.

Trois cent quarante et une autres personnes sont mortes à travers le pays entre les 14 et 18 août, notamment dans les gouvernorats d'Alexandrie, d'El Minya, de Beni Suef, d'Ismailiya, de Suez, de Souhag, de Doumiat et de Mansoura. D'après des employés de la morgue, toutes – à part deux ou trois – sont décédées des suites de blessures par balle.

Le 19 août, des autopsies ont été pratiquées sur les dépouilles de 37 détenus tués lors de leur transfert vers la prison d'Abu Zaabal, dans des circonstances peu claires. D'après des employés de la morgue, ils sont morts asphyxiés après que des bombes lacrymogènes aient été lancées à l'intérieur du véhicule qui les transportait.

Affrontements sur la place Ramsès

Les affrontements ont commencé peu après la fin de la prière du vendredi à la mosquée de Fath, non loin. Les violences ont éclaté quand des partisans de Mohamed Morsi s'étant approchés du poste de police d'Azbakiya se sont heurtés à des hommes en civil, des résidents locaux semble-t-il, qui se tenaient devant le poste de police pour le « protéger ». Les pierres et les feux d'artifice utilisés au départ ont rapidement laissé la place à des fusils et des balles réelles. Les forces de sécurité, qui se tenaient semble-t-il en retrait au début des hostilités, ont ensuite lancé du gaz lacrymogène et tiré à balles réelles sur la foule de partisans de Mohamed Morsi alors que les affrontements s'intensifiaient. Des balles ont été tirées des quatre étages du poste de police et depuis le toit. Des renforts sont arrivés sous la forme de trois camionnettes postées sur le Pont du 6 octobre, ainsi que de membres des Forces centrales de sécurité, la police antiémeute. La police a posté au moins un véhicule blindé dans la rue al Galaa près du poste, tandis

que des hélicoptères survolaient les affrontements.

Des combats féroces ont duré pendant des heures aux alentours du poste de police d'Azbakiya, où les affrontements entre partisans de Mohamed Morsi et résidents locaux ont rapidement dégénéré en échanges de tirs intenses entre manifestants et forces de sécurité. On compte des victimes dans les deux camps ; la plupart des décès et des blessures ont été causés par des balles.

Islam Yehia, un témoin qui se tenait initialement à proximité du poste de police du côté des forces de sécurité, a déclaré à Amnesty International : « J'ai vu les forces de l'ordre tirer à balles réelles depuis un véhicule blindé devant le poste de police dans la rue al Galaa [...] Des manifestants tiraient depuis l'autre côté de la rue Ramsès en direction du poste de police [...] et depuis les toits [...] Trois passants ont été touchés à côté de moi [...] Et puis les tirs se sont intensifiés vers le poste de police [...] nous [les observateurs] nous cachions dans une petite rue [...] Je me suis réfugié derrière un des frigos du marché. Les balles ricochaient contre le sol et les murs. J'ai vu environ sept badauds et un policier être transférés par des motards traversant cette rue secondaire. »

Un autre membre des forces de sécurité, qui faisait partie des renforts envoyés sur le Pont du 6 octobre, a déclaré à Amnesty International que ses collègues et lui-même avaient dans un premier temps envoyé du gaz lacrymogène sur les manifestants arrivant du Pont du 15 mai ; puis il a ajouté : « ils se sont rapprochés et ont fait feu sur nous, notamment avec des mitraillettes [...] Ils tiraient depuis les toits, dont ceux de l'hôpital Hila et de l'immeuble Gamiya Shariya. Hani al Sayed [agent de sécurité subalterne], qui se trouvait sur le Pont du 6 octobre, a été atteint à la bouche et est mort vers 16 heures [...] ces gens ne sont pas des débutants, il portait tout l'équipement antiémeute, et ils l'ont visé à la bouche. » Il a indiqué que trois autres de ses collègues ont été blessés.

Selon des manifestants pro-Morsi blessés, la plupart des victimes ont été blessées ou tuées à proximité du poste de police d'Azbakiya. Un témoin qui se trouvait à l'hôpital voisin de Sidnawi, qui a reçu 58 corps, a déclaré à Amnesty International : « Les premières personnes ayant succombé à des blessures par balle sont arrivées peu après la prière, puis nous avons reçu des corps toutes les cinq à sept minutes ; après 15 heures, c'est passé à deux ou trois corps et manifestants grièvement blessés par minute. » D'autres morts ont été transportés jusqu'aux mosquées de Tawhid et de Fath, non loin.

Le ton est également monté entre des partisans de Mohamed Morsi et des résidents locaux non loin de la mosquée d'al Fath, en particulier dans la rue Kolot Bek et dans le secteur de Fagana. Un témoin a expliqué à Amnesty International que les affrontements ont commencé peu après la prière, et qu'il a vu des sympathisants de Mohamed Morsi traîner un homme sur qui ils avaient tiré vers la mosquée d'al Fath. Les affrontements ont continué dans la rue pendant des heures ; des pro-Morsi ont incendié plusieurs magasins de la rue Kolot Bek.

À environ 21 heures, les partisans de Mohamed Morsi avaient été repoussés du côté de la mosquée d'al Fath par l'arrivée des renforts policiers. Les manifestants se sont retrouvés assiégés par des résidents en colère et les forces de sécurité. Les combats se sont poursuivis par intermittences ; des coups de feu auraient été tirés du toit de la mosquée, et les forces de sécurité auraient envoyé du gaz lacrymogène à l'intérieur de celle-ci. Selon des sources médicales, Heba Abdelfatah est morte étouffée à l'intérieur de la mosquée.